

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2020/30905]

27 AVRIL 2020. — Décret contenant le règlement définitif
du budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 2004 (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

PREMIERE PARTIE. — SERVICES D'ADMINISTRATION
GENERALE DU MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

ANNEE BUDGETAIRE 2004

CHAPITRE I^{er}. — Engagements effectués en exécution du budget§ 1^{er}. Fixation des crédits dissociés d'engagement

Article 1^{er}. Les crédits d'engagement alloués par décrets budgétaires pour l'année budgétaire 2004, s'élèvent à 31.097.000 euros (annexe tableau 2.2.1 colonne 2).

§ 2. Fixation des engagements à charge des crédits dissociés

Art. 2. Les engagements de dépenses imputés à charge de ces crédits s'élèvent à 28.695.252,97 euros (annexe tableau 2.2.1 colonne 5).

Art. 3. Les crédits d'engagement disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 2.401.747,63 euros (annexe tableau 2.2.1 colonne 7). Conformément aux dispositions des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, ce montant est annulé. (annexe tableau 2.2.1 colonne 9).

§ 3. Fixation des fonds budgétaires (crédits variables) d'engagement

Art. 4. Les crédits variables d'engagement affectés pour les engagements de l'année budgétaire 2004 s'élèvent à 123.370.588,14 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 3).

Le solde de départ au 1^{er} janvier 2004, augmenté des réductions de visas sur années antérieures étant de -82.410.563,10 euros (annexe 2.2.4 engagements colonne 2), le disponible en engagements à charge des crédits variables s'élève pour l'année 2004 à 40.960.025,04 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 4).

Par dérogation au § 4 de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, les articles 5,15,18, 35,37,38,40, 44,45 et 48 du décret du 17 décembre 2003 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 2004 ont autorisé des avances de trésorerie et la situation débitrice de certains crédits variables.

§ 4. Fixation des engagements à charge des fonds budgétaires (crédits variables)

Art. 5. Les engagements de dépenses à charge des crédits variables d'engagement de l'année budgétaire 2004 s'élèvent à 116.685.871,55 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 5).

Art. 6. Par suite des dispositions contenues dans les articles 4 et 5 ci-dessus, le disponible en engagement – crédits variables s'élève à la fin de l'année budgétaire 2004 à - 75.725.846,51 euros (annexe 2.2.4 engagements colonne 6).

Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE II. — Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget

§ 1^{er}. Fixation des recettes

Art. 7. Les prévisions de recettes en faveur de la Communauté française s'élèvent pour l'année budgétaire 2004 à la somme de 6.732.290.000 euros (annexe tableau 2.2.2 colonne 2).

Ce montant se décompose de la manière suivante : (en euros)

- recettes fiscales et générales courantes :	6.599.604.000
- recettes fiscales et générales en capital :	11.368.000

Art. 8. Les recettes budgétaires de l'année 2004 s'élèvent à 6.718.470.480,55 euros (annexe tableau 2.2.2 colonne 4).

Ce montant se décompose de la manière suivante : (en euros)

- recettes fiscales et générales courantes :	6.582.919.867,72
- recettes fiscales et générales en capital :	508.376,53

Art. 9. Les droits constatés à recouvrer à la clôture de l'année budgétaire s'élèvent à 0 euros (annexe tableau 2.2.2 colonne 5).

Ce montant se décompose de la manière suivante :

a. droits annulés ou portés en surséance indéfinie (annexe 2.2.2 tableau colonne 6) (en euros)

- recettes fiscales et générales courantes :	
- recettes fiscales et générales en capital :	

b. droits reportés à l'année budgétaire 2005 (annexe tableau 2.2.2 colonne 7)

- recettes fiscales et générales courantes :	
- recettes fiscales et générales en capital :	

§ 2 Fixation des crédits de dépenses

Art. 10. Les décrets budgétaires concernant l'année budgétaire 2004 ont accordé 6.981.501.000 euros pour l'ordonnancement des dépenses et les ont répartis de la manière suivante :

(annexe tableau 2.2.3 colonne 2).

(en euros)

Crédits d'ordonnancement	26.732.000
Crédits non dissociés	6.954.769.000

Art. 11. Les autorisations de dépenses résultant de l'article 10 sont augmentées des crédits reportés de l'année budgétaire précédente pour un montant de 644.012.975,57 euros en vertu des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 se décomposant comme suit (annexe tableau 2.2.4 colonne 3):

Crédits d'ordonnancement	
Crédits non dissociés	644.012.975,57

Art. 12. En vertu des articles 10 et 11 qui précèdent, le total des autorisations de dépenses allouées disponibles pour l'année budgétaire 2004 s'élève à 7.625.513.975,57 euros (annexe tableau 2.2.3, colonne 4). Ces autorisations de dépenses se répartissent comme suit :

(en euros)

Crédits d'ordonnancement	26.732.000
Crédits non dissociés	7.598.781.975,57

§ 3 Fixation de la situation des dépenses

Art. 13. Les dépenses imputées à charge de l'année budgétaire 2004 se montent à 6.632.493.755,25 euros (annexe tableau 2.2.3, colonnes 5,6 et 7), se répartissant entre :

	Prestations d'années antérieures	Prestations d'années courantes	Dépenses totales
Crédits d'ordonnancement	519.343,45	22.676.878,67	23.196.222,12
Crédits non dissociés	80.873.971,41	6.528.423.561,72	6.609.297.533,13
total	81.393.314,86	6.551.100.440,39	6.632.493.755,25

Art. 14. De ce montant, il a été justifié à la Cour des Comptes un montant de 6.632.493.755,25 euros dont :

Crédits d'ordonnancement	81.393.314,86
Crédits non dissociés	6.551.100.440,39

(annexe tableau 2.2.3, colonne 8)

Art. 15. Il résulte de la comparaison des articles 13 et 14 qu'il n'y a aucune dépense à régulariser en application de l'article 79 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 (annexe tableau 2.2.3, colonne 9).

§ 4 Règlement des crédits

Art. 16. La comparaison entre les autorisations de dépenses (article 12) et les opérations imputées (article 13) fait ressortir une différence pour l'année budgétaire 2004 de 993.020.220,32 euros se répartissant comme suit :

Crédits d'ordonnancement	3.535.777,88
Crédits non dissociés	989.484.442,44

Art. 17. Pour couvrir les dépenses de l'année budgétaire 2004 effectuées au-delà ou en l'absence de crédits, il est accordé des crédits complémentaires s'élevant à 18.684.731,39 euros dont :

Crédits d'ordonnancement	0
Crédits non dissociés	18.684.731,39

Ces crédits sont répartis ainsi que mentionné à l'annexe tableau 2.2.6, colonne 2.

Art. 18. Par suite des dispositions contenues dans les articles 16 et 17, le montant des crédits disponibles au 31 décembre 2004 comprend :

(annexe tableau 2.2.3, colonnes 11 et 12).

(En euros)

	Crédits d'ordonnement	Crédits non dissociés	total
Crédits à annuler	3.535.777,25	542.101.430,99	545.637.208,87
Crédits à reporter à l'année budgétaire suivante		466.067.742,84	466.067.742,84

§ 5 Résultat général des recettes et des dépenses du budget 2004

Art. 19. Le résultat général du budget de l'année budgétaire 2004 se présente comme suit :

Les recettes s'élèvent à 6.595.099.892,41 euros

Les dépenses s'élèvent à 6.632.493.755,25 euros

En conclusion, compte non tenu des crédits variables et de la section particulière,

Les dépenses excèdent les recettes de 37.393.862,24 euros

CHAPITRE III. — Recettes et dépenses relatives aux fonds budgétaires (crédits variables)

§ 1. Fixation des recettes affectées

Art. 20. Les recettes imputées de cette nature s'élèvent pour l'année budgétaire 2004 à 123.370.588,14 euros (annexe tableau 2.2.2 recettes affectées, colonne 4) dont

Recettes courantes	122.862.211,61
Recettes en capital	508.376,53

§ 2. Fixation des fonds budgétaires (crédits variables) d'ordonnement

Art. 21. Les crédits variables d'ordonnement affectés pour les ordonnancements de l'année budgétaire 2004 s'élèvent à 123.370.588,14 euros (annexe tableau 2.2.4 ordonnancements colonne 3)

Le solde de départ au 1 janvier 2004 étant de - 78.609.163,29 le disponible en ordonnancement sur les crédits variables s'élève à 44.761.424,85 euros (annexe tableau 2.2.4 ordonnancement colonne 4).

Par dérogation au § 4 de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, les articles 5,15,18, 35,37,38,40, 44,45 et 48 du décret du 17 décembre 2003 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 2004 ont autorisé des avances de trésorerie et la situation débitrice de certains crédits variables

§ 3. Fixation des dépenses à charge des crédits variables

Art. 22. Les ordonnancements imputés à charge des crédits variables d'ordonnement de l'année budgétaire 2004 s'élèvent à 111.677.340,75 euros (annexe tableau 2.2.4 ordonnancements colonne 5).

Art. 23. Par suite des dispositions contenues dans les articles 21 et 22 ci-dessus, le disponible en ordonnancements – crédits variables s'élève à la fin de l'année budgétaire 2004 à - 66.915.915,90 euros (annexe tableau 2.2.4 ordonnancements colonne 6) . Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE IV. — Recettes et dépenses effectuées en exécution de la section particulière du budget

Art. 24. Les décrets budgétaires de l'année 2004 ont évalué les recettes et dépenses pour la section particulière du budget de la Communauté française ainsi qu'il suit : (en euros)

- Recettes	3.500.000
- Dépenses	3.500.000

(annexe tableau 2.2.5 colonnes 2,3).

Art. 25. Le solde disponible au 1^{er} janvier 2004 s'élevait à -2.923.724,00 euros (annexe 2.2.5 colonne 8)

Aucune recette n'a été enregistrée sur les deux fonds subsistant à la section particulière.

Art. 26. Les dépenses imputées s'élèvent à 2.978.500.000 euros (annexe 2.2.5, colonne 5).

Ce montant ne comprend aucune dépense restant à régulariser pour lesquelles il est fait application de l'article 79 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 (annexe 2.2.5, colonne 6).

Art. 27. La différence entre les recettes perçues et les dépenses imputées dans l'année budgétaire s'élève à 2.978.500,00 euros (annexe tableau 2.2.5, colonne 7).

Compte tenu du total disponible pour les dépenses de l'année budgétaire 2004, tel que déterminé à l'article 25 et des dépenses reprises à l'article 26, le solde disponible au 31 décembre 2004 à la section particulière du budget de la Communauté française s'établit à - 5.902.224,08 euros (annexe tableau 2.2.5 colonne 10). Il sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE V. — *Résultat global*

Art. 28. Tous services réunis, budget, crédits variables et section particulière, compte tenu des articles 19, 21, 22 et 27 du présent décret, le résultat global du budget 2004 se présente comme suit (en euros) :

Budget sensu stricto : - 37.393.862,84

crédits variables : + 11.693.247,39

section particulière : -2.978.500

Total : - 28.679.115,45

DEUXIEME PARTIE. — OPERATIONS EFFECTUEES EN EXECUTION
DES BUDGETS DES SERVICES A GESTION SEPARÉE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

CHAPITRE I. — *Recettes et dépenses effectuées en exécution
des budgets des services à gestion séparée du ministère de la Communauté française*

§ 1^{er} fixation des recettes

Art. 29. Les prévisions de recettes annuelles s'élèvent à 237.772.134,62 euros (annexe tableau 2.3 colonne 2)

Les recettes pour l'année budgétaire 2004 s'élèvent à 369.486.171,70 euros.

Le solde disponible au 1^{er} janvier de l'année s'élève à 179.367.143,64 euros.

Les recettes de l'année et le disponible au 1^{er} janvier constituent un disponible pour les dépenses de l'année 2004 de 548.853.315,34 euros.

§ 2 .fixation des dépenses

Art. 30. Les prévisions de dépenses s'élèvent à 244.978.579,36 euros (annexe tableau 2.3 colonne 3).

Les dépenses sont fixées à la somme de 343.825.247,56 euros (annexe tableau 2.3 colonne 5).

§ 3. résultat budgétaire

Art. 31. Par suite des articles 29 et 30, le résultat budgétaire de l'année est fixé au montant de 25.660.924,14 euros.

Le disponible au 31 décembre 2004 est fixé au montant de 205.028.067,78 euros ; Il sera reporté à l'exercice budgétaire suivant.

TROISIEME PARTIE. — ORGANISMES D'INTERET PUBLIC DE LA CATEGORIE A

Commissariat général aux Relations internationales (C.G.R.I.)

• RECETTES

Les prévisions, à 39.971.688,00

Les recettes imputées, à 39.212.737,15

La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à 758.950,85

• DEPENSES

Les crédits alloués par les décrets budgétaires, à 42.536.524,00

Les dépenses imputées, à 38.297.923,88

Le montant des crédits à annuler, à 4.238.600,12

• RESULTAT

Le résultat des recettes et des dépenses du C.G.R.I., à **914.813,27**

- soit les recettes de l'année, de 39.212.737,15

- moins les dépenses, de 38.297.923,88

Fonds d'égalisation des budgets (Fonds)

• RECETTES

Les prévisions, à 1.077.265,04

Les recettes imputées, à 1.077.265,04

La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à 0

Les crédits alloués par les décrets budgétaires, à 1.077.265,04

Les dépenses imputées, à 1.077.265,04

Le montant des crédits à annuler, à 0

• RESULTAT

Le résultat des recettes et des dépenses du Fonds, à **0**

- soit les recettes de l'année, de 1.077.265,04

- moins les dépenses, de 1.077.265,04

Conformément à l'article 6 § 3 de la loi du 16 mars 1954, les comptes des organismes de la catégorie A sont établis sous l'autorité du ministre dont ils relèvent et font l'objet d'un projet de règlement du budget.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 27 avril 2020.

P.-Y. JEHOLET,
Ministre-Président

Fr. DAERDEN,
Vice-Président et Ministre du Budget,
de la Fonction publique, de l'Égalité des chances et de la tutelle sur WBE

B. LINARD,
Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance,
de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes

V. GLATIGNY,
Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

C. DESIR,
Ministre de l'Éducation

—
Note

(1) *Session 2019-2020*

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 55-1. – Rapport de commission, n°55-2. – Texte adopté en séance plénière, n° 55-3.

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 27 avril 2020.

—

301 (2011-2012) — N° 1

(18)

**ANNEXE 2.2 – TABLEAUX RELATIFS AU COMPTE D'EXÉCUTION DU BUDGET DES SERVICES
D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

- 2.2.1 Engagements à la charge des crédits dissociés
- 2.2.2 Compte d'exécution du budget des recettes
- 2.2.3 Compte d'exécution du budget des dépenses
- 2.2.4 Compte d'exécution des recettes, des engagements et des ordonnancements des crédits variables
- 2.2.5 Compte d'exécution des recettes et des ordonnancements de la section particulière
- 2.2.6 Dépassements de crédits

(19)

301 (2011-2012) — N° 1

2.2.1. ENGAGEMENTS À LA CHARGE DES CRÉDITS DISSOCIÉS

Budget	Crédits affectés par décrets	Crédits reportés de l'année précédente	Total des crédits	Engagements comptabilisés pendant l'année	DIFFÉRENCE ENTRE LES CRÉDITS ET LES ENGAGEMENTS COMPTABILISÉS			
					Engagements excédant les crédits	Crédits excédant les engagements		
						Crédits disponibles	Crédits reportés à l'année suivante	Crédits à annuler
Chapitre I - Services généraux	508.000	-	508.000	388.842	-	119.158	-	119.158
Chapitre II - Santé, Affaires sociales, Culture, Audiovisuel et Sport	20.574.000	-	20.574.000	18.393.699	-	2.180.301	-	2.180.301
Chapitre III - Éducation, recherche et Formation	10.015.000	-	10.015.000	9.912.711	-	102.289	-	102.289
Chapitre IV - Dette	-	-	-	-	-	-	-	-
Chapitre V - Dotations	-	-	-	-	-	-	-	-
BUDGET GÉNÉRAL	31.097.000	-	31.097.000	28.695.252	-	2.401.748	-	2.401.748

301 (2011-2012) — N° 1

(20)

2.2.2 - COMPTE D'EXÉCUTION DES RECETTES

NATURE DES RECETTES	SITUATION DES RECETTES					
	Prévisions	Droits constatés	Recettes imputées	Différence entre droits constatés et recettes imputées	À annuler ou à porter en surseance indéfinie	Droits reportés
Recettes courantes						
Recettes fiscales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes générales	6.599.604.000,00	6.582.919.867,72	6.582.919.867,72	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	120.635.000,00	122.862.211,61	122.862.211,61	0,00	0,00	0,00
Total / recettes courantes	6.720.239.000,00	6.705.782.079,33	6.705.782.079,33	0,00	0,00	0,00
Recettes en capital						
Recettes fiscales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes générales	11.368.000,00	12.180.024,69	12.180.024,69	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	683.000,00	508.376,53	508.376,53	0,00	0,00	0,00
Total recettes en capital	12.051.000,00	12.688.401,22	12.688.401,22	0,00	0,00	0,00
Total recettes fiscales et générales	6.610.372.000,00	6.595.099.892,41	6.595.099.892,41	0,00	0,00	0,00
Total recettes affectées	121.318.000,00	123.370.588,14	123.370.588,14	0,00	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL	6.732.290.000,00	6.718.470.480,55	6.718.470.480,55	0,00	0,00	0,00

(21)

301 (2011-2012) — N° 1

2.2.3 - COMPTE D'EXÉCUTION DES DÉPENSES

	ALLOCATIONS DES CRÉDITS				SITUATION DES DÉPENSES				RÈGLEMENT DES CRÉDITS			
	Crédits affectés par décret	Crédits reportés	Crédits totaux	Prévisions des années antérieures	Opérations imputées		Paiements effectués, justifiés ou régularisés	Paiements restant à régulariser	Crédits complémentaires (1)	Crédits reportés à l'année budgétaire 2005	Crédits non utilisés à annuler	
					Prestations de l'année	Dépenses totales						
I Services généraux												
a) crédits non dissociés	325.516.000,00	13.220.162,80	338.736.162,80	3.736.636,08	300.073.788,65	308.810.424,73	0,00	186.093,86	28.602.814,64	7.508.994,29		
b) crédits d'ordonnement	508.000,00	-	508.000,00	0,00	228.228,96	228.228,96	0,00	0,00	0,00	279.771,04		
II Culture et Affaires sociales												
a) crédits non dissociés	756.973.000,00	62.446.193,63	819.419.193,63	52.198.385,29	714.747.676,98	766.946.062,27	0,00	0,00	49.088.280,88	3.384.850,48		
b) crédits d'ordonnement	18.401.000,00	-	18.401.000,00	351.123,51	15.093.753,15	15.444.875,66	0,00	0,00	0,00	2.956.124,34		
III Education et Recherche												
a) crédits non dissociés	5.110.489.000,00	133.357.857,27	5.243.846.857,27	24.668.223,93	5.036.214.708,47	5.060.882.932,40	0,00	18.498.637,53	104.264.001,49	97.197.940,91		
b) crédits d'ordonnement	7.823.000,00	-	7.823.000,00	168.219,94	7.354.897,56	7.523.117,50	0,00	0,00	0,00	299.882,39		
IV Dette publique												
a) crédits non dissociés	411.459.000,00	484.207.107,37	845.726.107,37	270.726,11	127.355.327,62	127.636.253,73	0,00	0,00	284.111.875,83	433.987.977,81		
V Dotations à la RW et à la COCOF												
a) crédits non dissociés	350.032.000,00	31.667,50	350.063.667,50	0,00	350.031.860,00	350.031.860,00	0,00	0,00	140,00	21.667,50		
Totaux												
a) crédits non dissociés	6.954.769.000,00	644.012.975,57	7.598.781.975,57	80.873.971,41	6.528.423.561,72	6.609.297.533,13	0,00	18.684.731,39	466.067.742,84	542.101.430,99		
b) crédits d'ordonnement	26.732.000,00	0,00	26.732.000,00	519.343,45	22.676.878,67	23.196.222,12	0,00	0,00	0,00	3.535.777,88		
Total général	6.981.501.000,00	644.012.975,57	7.625.513.975,57	81.393.314,86	6.551.100.440,39	6.632.493.755,25	0,00	18.684.731,39	466.067.742,84	545.637.208,87		

(1) à allouer par le décret de compte pour dépenses faites au-delà des crédits

301 (2011-2012) — N° 1

(22)

2.2.4 - COMPTE D'EXÉCUTION DES RECETTES, DES ENGAGEMENTS ET DES ORDONNANCEMENTS DES CRÉDITS VARIABLES

ENGAGEMENTS	RECETTES			ENGAGEMENTS	DISPONIBLE EN ENGAGEMENTS AU 31.12.2004
	Solde reporté (et réductions de visa)	Recettes de l'année	Disponible		
I Services généraux	-5.970.896,34	35.195.785,57	29.224.889,23	29.871.457,54	-646.568,31
II Culture et Affaires sociales	-12.947.352,87	31.448.940,34	18.501.587,47	31.163.070,04	-12.661.482,57
III Éducation et Recherche	-63.492.313,89	56.725.862,23	-6.766.451,66	55.651.343,97	-62.417.795,63
TOTAL	-82.410.563,10	123.370.588,14	40.960.025,04	116.685.871,55	-75.725.846,51

ORDONNANCEMENTS	RECETTES			ORDONNANCEMENTS	DISPONIBLE EN ORDONNANCEMENTS AU 31.12.2004
	Solde reporté	Recettes de l'année	Disponible		
I Services généraux	-5.970.896,34	35.195.785,57	29.224.889,23	29.791.437,79	-566.548,56
II Culture et Affaires sociales	-10.058.836,80	31.448.940,34	21.390.103,54	27.465.287,41	-6.075.183,87
III Éducation et Recherche	-62.579.430,15	56.725.862,23	-5.853.567,92	54.420.615,55	-60.274.183,47
TOTAL	-78.609.163,29	123.370.588,14	44.761.424,85	111.677.340,75	-66.915.915,90

(23)

301 (2011-2012) — N° 1

2.2.5 - COMPTE D'EXÉCUTION DES RECETTES ET DES ORDONNANCEMENTS DE LA SECTION PARTICULIÈRE

Budgets	Prévisions		Opérations comptabilisées				Soldes cumulés		Soldes à reporter au 31.12.2004
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses		Solde	Au 01.01.2004	Au 31.12.2004	
				Totales	Restant à régulariser				
Éducation, Recherche et Formation	3.500.000,00	3.500.000,00	0,00	2.978.500,00	0,00	-2.978.500,00	-2.923.724,08	-5.902.224,08	-5.902.224,08
TOTAUX	3.500.000,00	3.500.000,00	0,00	2.978.500,00	0,00	-2.978.500,00	-2.923.724,08	-5.902.224,08	-5.902.224,08

301 (2011-2012) — N° 1

(24)

2.2.6 - DÉPASSEMENTS DE CRÉDITS

Numéros et libellés des articles	Montants des dépassements de crédits
<u>DO 06 - Affaires générales - Secrétariat général</u>	
<i>Programme 0 - Gouvernement de la Communauté française</i>	
A.B. 11.01.01 - Traitement et frais de représentation de la Ministre-Présidente	4.993,67
A.B. 11.01.02 - Traitement et frais de représentation de la Ministre	4.994,67
A.B. 11.01.04 - Traitement et frais de représentation du Ministre	3.455,19
A.B. 11.01.05 - Traitement et frais de représentation de la Ministre	3.455,19
A.B. 11.01.06 - Traitement et frais de représentation de la Ministre	3.455,19
<i>Programme 3 - Cabinet du Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'accueil et des missions confiées à l'ONE</i>	
A.B. 11.02.31 - Traitements et indemnités du personnel du cabinet	72,07
<i>Programme 6 - Cabinet du Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel</i>	
A.B. 11.02.61 - Traitements et indemnités du personnel du cabinet	32,94
<u>DO 10 - Services du gouvernement de la Communauté française et organismes non rattachés aux divisions organiques</u>	
<i>Programme 4 - Services d'appui des cabinets ministériels</i>	
A.B. 11.03.41 - Charges du personnel liées aux cabinets dissous	95.273,31
<u>DO 11 - Affaires générales - Secrétariat général</u>	
<i>Programme 0 - Subsistance</i>	
A.B. 11.04.01 - Personnel autre que statutaire	70.361,63
TOTAL CHAPITRE I - Services généraux	186.093,86

2.2.6 - DÉPASSEMENTS DE CRÉDITS (suite)

Numéros et libellés des articles	Montants des dépassements de crédits
DO 40 - Services communs, affaires générales, recherche en éducation, pilotage de l'enseignement (interréseaux) et orientation - Relations internationales	
<i>Programme 3 - Affaires pédagogiques - Inspection - Dépenses de personnel et de fonctionnement</i>	
A.B. 11.03.30 - Personnel statutaire	11.344,63
DO 41 - Inspection de l'enseignement	
<i>Programme 1 - Subsistance inspection - Dépenses de personnel</i>	
A.B. 11.03.13 - Personnel statutaire	8.567,11
A.B. 11.03.16 - Personnel statutaire	50.830,49
DO 48 - Centres P.M.S. - Inspection médicale scolaire	
<i>Programme 4 - Dépenses de personnel des centres P.M.S.</i>	
A.B. 11.03.40 - Personnel statutaire	1.399.104,34
A.B. 44.01.43 - Subventions-traitements	38.638,06
DO 50 - Affaires pédagogiques et pilotage de l'enseignement de la Communauté	
<i>Programme 4 - Centres techniques de formation des personnels de la Communauté française - Auxiliaires de l'enseignement et activités parascolaires - Établissements de la Communauté française</i>	
A.B. 11.03.40 - Traitements des chargés de mission	97.549,15
A.B. 11.03.41 - Personnel statutaire	10.205,80
<i>Programme 6 - Centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française</i>	
A.B. 11.03.60 - Traitements des chargés de mission et personnel statutaire	808.065,25
A.B. 11.03.61 - Personnel statutaire	77.735,83
DO 51 - Enseignement préscolaire et enseignement primaire	
<i>Programme 6 - Dépenses de personnel des écoles primaires</i>	
A.B. 44.01.64 - Subventions-traitements dans le primaire	225.665,69
<i>Programme 9 - Discrimination positive et promotion d'une école de la réussite</i>	
A.B. 01.03.80 - Dépenses en relation avec le paiement du personnel dans les "classes passerelles"	15.803,36
DO 52 - Enseignement secondaire	
<i>Programme 4 - Dépenses de personnel des écoles de l'enseignement de plein exercice</i>	
A.B. 11.03.41 - Personnel statutaire - Enseignement de plein exercice	1.519.551,68
A.B. 43.01.45 - Subventions-traitements - Enseignement de plein exercice	1.661.713,49
A.B. 43.01.44 - Subventions-traitements - Enseignement de plein exercice	5.749.291,31
<i>Programme 9 - Discriminations positives - Divers</i>	
A.B. 01.07.90 - Dépenses de toute nature en relation avec le paiement du personnel et du fonctionnement du service de médiation	202.541,46
DO 53 - Enseignement spécial	
<i>Programme 4 - Dépenses de personnel des écoles de l'enseignement spécial</i>	
A.B. 11.03.41 - Personnel statutaire pédagogique	494.550,08
A.B. 43.01.46 - Subventions-traitements du personnel pédagogique	252.824,66
DO 55 - Enseignement supérieur hors Universités et Hautes Ecoles	
<i>Programme 4 - Dépenses de personnel des Hautes écoles (hors dotations)</i>	
A.B. 11.03.41 - Personnel statutaire (mises en disponibilité)	17.871,29
A.B. 43.14.43 - Subventions-traitements (personnel en disponibilité - écoles disparues)	21.719,57
<i>Programme 5 - Fonctionnement des Hautes écoles</i>	
A.B. 11.04.58 - Personnel de niveau 1 - Hautes Écoles de la Communauté - Rémunérations	12.575,19
DO 56 - Enseignement de promotion sociale	
<i>Programme 4 - Dépenses de personnel des écoles de promotion sociale</i>	
A.B. 11.03.40 - Personnel statutaire	1.429.407,74
A.B. 43.01.43 - Subventions-traitements	3.286.905,81
A.B. 44.01.44 - Subventions-traitements	1.026.095,94
DO 57 - Enseignement artistique	
<i>Programme 3 - Dépenses de personnel des établissements d'enseignement supérieur</i>	
A.B. 11.03.31 - Personnel statutaire	74.861,63
<i>Programme 7 - Dépenses de personnel des établissements d'enseignement à horaire réduit</i>	
A.B. 01.01.72 - Subventions-traitements pour des personnels de l'enseignement officiel subventionné et libre subventionné	5.217,97
TOTAL CHAPITRE III - Education, Recherche et Formation	18.498.637,53
TOTAL	18.684.731,39

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2020/30905]

27 APRIL 2020. — Decreet houdende de eindregeling van de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2004 (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:
EERSTE DEEL. — DIENSTEN ALGEMEEN BESTUUR VAN HET MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP
BEGROTINGSJAAR 2004

HOOFDSTUK I. — *Vastleggingen verricht ter uitvoering van de begroting*

§ 1. Vaststelling van de gesplitste vastleggingskredieten

Artikel 1. De vastleggingskredieten toegekend per begrotingsdecreten voor het begrotingsjaar 2004, bedragen 31.097.000 euro (bijlage tabel 2.2.1 kolom 2).

§ 2 Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de gesplitste kredieten

Art. 2. De uitgavenvastleggingen aangerekend ten laste van deze kredieten bedragen 28.695.252,97 euro (bijlage tabel 2.2.1 kolom 5).

Art. 3. De op het einde van het begrotingsjaar beschikbare vastleggingskredieten bedragen 2.401.747,63 euro (bijlage tabel 2.2.1, kolom 7). Overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 34 en 35 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, wordt dit bedrag geannuleerd (bijlage tabel 2.2.1, kolom 9).

§ 3. Vaststelling van de begrotingsfondsen (variabele kredieten) voor vastlegging

Art. 4. De variabele vastleggingskredieten aangewend voor de vastleggingen van het begrotingsjaar 2004 bedragen 123.370.588,14 euro (bijlage tabel 2.2.4 vastleggingen kolom 3).

Daar het beginsaldo op 1 januari 2004, verhoogd met verminderingen van visa op vorige jaren -82.410.563,10 euro bedroeg (bijlage 2.2.4 vastleggingen, kolom 2), bedragen de beschikbare vastleggingen ten laste van de variabele kredieten voor het jaar 2004 40.960.025,04 euro (bijlage tabel 2.2.4 vastleggingen kolom 4).

In afwijking van § 4 van artikel 45 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, hebben de artikelen 5, 15, 18, 35, 37, 38, 40, 44, 45 en 48 van het decreet van 17 december 2003 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2004 thesaurievoorschotten en de debettoestand van sommige variabele kredieten toegelaten.

§ 4. Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de begrotingsfondsen (variabele kredieten)

Art. 5. De uitgavenvastleggingen ten laste van de variabele vastleggingskredieten van het begrotingsjaar 2004 bedragen 116.685.871,55 euro (bijlage tabel 2.2.4 vastleggingen, kolom 5).

Art. 6. Naar aanleiding van de bepalingen van de artikelen 4 en 5 hierboven, bedragen de beschikbare vastleggingen – variabele kredieten op het einde van het begrotingsjaar 2004 - 75.725.846,51 euro (bijlage tabel 2.2.4 vastleggingen, kolom 6).

Dit saldo wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK II. — *Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de begroting*

§ 1 Vaststelling van de ontvangsten

Art. 7. De vooruitzichten van de ontvangsten ten gunste van de Franse Gemeenschap bedragen voor het begrotingsjaar 2004 de som van 6.732.290.000 euro (bijlage tabel 2.2.2 kolom 2)

Dit bedrag bestaat uit: (in euro)

- lopende fiscale en algemene ontvangsten:	6.599.604.000
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten:	11.368.000

Art. 8. De begrotingsontvangsten van het jaar 2004 bedragen 6.718.470.480,55 euro (bijlage tabel 2.2.2 kolom 4). Dit bedrag bestaat uit: (in euro)

- lopende fiscale en algemene ontvangsten:	6.582.919.867,72
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten:	508.376,53

Art. 9. De vastgestelde rechten nog te innen bij de afsluiting van het begrotingsjaar bedragen 0 euro (bijlage 2.2.2 tabel 5)

Dit bedrag bestaat uit:

a. geannuleerde of in onbepaald uitstel gebrachte rechten (bijlage tabel 2.2.2 kolom 6) (in euro)

- lopende fiscale en algemene ontvangsten:	
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten:	

b. naar het begrotingsjaar 2005 overgedragen rechten (bijlage tabel 2.2.2 kolom 7)

- lopende fiscale en algemene ontvangsten:	
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten:	

§ 2 Vaststelling van de uitgavenkredieten

Art. 10. De begrotingsdecreten betreffende het begrotingsjaar 2004 hebben 6.981.501.000 euro toegekend voor de ordonnanciering van de uitgaven en hebben ze verdeeld op de volgende wijzen:

(bijlage tabel 2.2.3 kolom 2).

(in euro)

Ordonnanceringskredieten	26.732.000
Niet-gesplitste kredieten	6.954.769.000

Art. 11. De uitgavenmachtigingen voortvloeiend uit artikel 10 worden verhoogd met de kredieten overgedragen van het vorige begrotingsjaar voor een bedrag van 644.012.975,57 euro krachtens de artikelen 34 en 35 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, onderverdeeld als volgt (bijlage tabel 2.2.4 kolom 3):

Ordonnanceringskredieten	
Niet-gesplitste kredieten	644.012.975,57

Art. 12. - Krachtens de artikelen 10 en 11 hierboven, bedraagt het totaal van de toegekende uitgavenmachtigingen beschikbaar voor het begrotingsjaar 2004 7.625.513.975,57 euro (bijlage tabel 2.2.3, kolom 4). Die uitgavenmachtigingen worden verdeeld als volgt:

(in euro)

Ordonnanceringskredieten	26.732.000
Niet-gesplitste kredieten	7.598.781.975,57

§ 3 Vaststelling van de uitgaventoestand

Art. 13. De uitgaven aangerekend ten laste van het begrotingsjaar 2004 bedragen 6.632.493.755,25 euro (bijlage tabel 2.2.3, kolommen 5,6 en 7), onderverdeeld in:

	Prestaties van vroegere jaren	Prestaties van lopende jaren	Totale uitgaven
Ordonnanceringskredieten	519.343,45	22.676.878,67	23.196.222,12
Niet-gesplitste kredieten	80.873.971,41	6.528.423.561,72	6.609.297.533,13
totaal	81.393.314,86	6.551.100.440,39	6.632.493.755,25

Art. 14. Van dit bedrag werd aan het Rekenhof verantwoording afgelegd voor een bedrag van 6.632.493.755,25 euro waarvan:

Ordonnanceringskredieten	81.393.314,86
Niet-gesplitste kredieten	6.551.100.440,39

(bijlage tabel 2.2.3, kolom 8)

Art. 15. Uit de vergelijking van de artikelen 13 en 14 blijkt dat er geen uitgave is die geregulariseerd moet worden met toepassing van artikel 79 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991 (bijlage tabel 2.2.3, kolom 9).

§ 4 Regeling van de kredieten

Art. 16. De vergelijking tussen de uitgavenmachtigingen (artikel 12) en de aangerekende verrichtingen (artikel 13) doet een verschil uitkomen voor het begrotingsjaar 2004 van 993.020.220,32 euro onderverdeeld als volgt:

Ordonnanceringskredieten	3.535.777,88
Niet-gesplitste kredieten	989.484.442,44

Art. 17. Om te uitgaven van het begrotingsjaar 2004 verricht boven de kredieten of in afwezigheid ervan te dekken, worden aanvullende kredieten toegekend voor een bedrag van 18.684.731,39 euro waarvan:

Ordonnanceringskredieten	0
Niet-gesplitste kredieten	18.684.731,39

Deze kredieten worden verdeeld zoals vermeld in de bijlage tabel 2.2.6. kolom 2.

Art. 18. Overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 16 en 17, bestaat het bedrag van de op 31 december 2004 beschikbare kredieten uit:

(bijlage tabel 2.2.3, kolommen 11 en 12).

(in euro)

	Ordonnanceringskredieten	Niet-gesplitste kredieten	totaal
Te annuleren kredieten	3.535.777,25	542.101.430,99	545.637.208,87
Naar het volgende begrotingsjaar over te dragen kredieten		466.067.742,84	466.067.742,84

§ 5 Algemeen ontvangsten- en uitgavenresultaat van de begroting 2004

Art. 19. Het algemeen resultaat van de begroting voor het begrotingsjaar 2004 wordt als volgt opgesteld:

De ontvangsten bedragen 6.595.099.892,41 euro.

De uitgaven bedragen 6.632.493.755,25 euro.

Als conclusie, indien geen rekening wordt gehouden met de variabele kredieten en de afzonderlijke sectie, overtreffen de uitgaven de ontvangsten met 37.393.862,24 euro

HOOFDSTUK III. — *Ontvangsten en uitgaven betreffende de begrotingsfondsen (variabele kredieten)*

§ 1. Vaststelling van de aangewende ontvangsten

Art. 20. De aangewende ontvangsten van deze aard bedragen voor het begrotingsjaar 2004 123.370.588,14 euro (bijlage tabel 2.2.2 aangewende ontvangsten kolom 4) waarvan

Lopende ontvangsten	122.862.211,61
Kapitaalontvangsten	508.376,53

§ 2. Vaststelling van de begrotingsfondsen (variabele kredieten) voor de ordonnanciering

Art. 21. De aangewende variabele ordonnancieringskredieten voor de ordonnancieringen van het begrotingsjaar 2004 bedragen 123.370.588,14 euro (bijlage tabel 2.2.4 ordonnancieringen, kolom 3)

Daar het beginsaldo op 1 januari 2004 - 78.609.163,29 euro bedroeg, bedragen de beschikbare ordonnancieringen op de variabele kredieten 44.761.424,85 euro (bijlage tabel 2.2.4 ordonnanciering, kolom 4).

In afwijking van § 4 van artikel 45 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, hebben de artikelen 5, 15, 18, 35, 37, 38, 40, 44, 45 en 48 van het decreet van 17 december 2003 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2004 de thesaurievoorschotten en de debettoestand van sommige variabele kredieten toegelaten.

§ 3. Vaststelling van de uitgaven ten laste van de variabele kredieten

Art. 22. De ordonnancieringen aangerekend ten laste van de variabele ordonnancieringskredieten van het begrotingsjaar 2004 bedragen 111.677.340,75 euro (bijlage tabel 2.2.4 ordonnancieringen, kolom 5).

Art. 23. Overeenkomstig de bepalingen van de bovenvermelde artikelen 21 en 22, bedragen de beschikbare ordonnancieringen- variabele kredieten op het einde van het begrotingsjaar 2004 - 66.915.915,90 euro (bijlage tabel 2.2.4 ordonnancieringen kolom 6) . Dit saldo wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK IV. — *Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de afzonderlijke sectie van de begroting*

Art. 24. De begrotingsdecreten van het jaar 2004 hebben de ontvangsten en uitgaven voor de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap geraamd als volgt:

	(in euro)
- Ontvangsten	3.500.000
- Uitgaven	3.500.000

(bijlage tabel 2.2.5 kolommen 2,3).

Art. 25. Het saldo dat beschikbaar is op 1 januari 2004 bedroeg -2.923.724,00 euro (bijlage tabel 2.2.5 kolom 8).

Er werd geen ontvangst geboekt op de twee fondsen die verder in de afzonderlijke sectie bestaan

Art. 26. De aangerekende uitgaven bedragen 2.978.500.000 euro (bijlage 2.2.5, kolom 5).

Dit bedrag omvat geen enkele uitgave die nog geregulariseerd moet worden waarvoor artikel 79 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991 (bijlage 2.2.5, kolom6) wordt toegepast.

(annexe 2.2.5, colonne 6).

Art. 27. Het verschil tussen de geïnde ontvangsten en de in het begrotingsjaar aangerekende uitgaven bedraagt 2.978.500,00 euro (bijlage tabel 2.2.5, kolom 7).

Rekening houdend met het totaal bedrag dat beschikbaar is voor de uitgaven van het begrotingsjaar 2004, zoals bepaald in artikel 25, en met de uitgaven vermeld in artikel 26 bedraagt het saldo dat beschikbaar is op 31 december 2004 in de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap - 5.902.224,08 euro (bijlage tabel 2.2.5 kolom 10). Het wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK V. — *Globaal resultaat*

Art. 28. Alle diensten samen, begroting, variabele kredieten en afzonderlijke sectie, rekening houdend met de artikelen 19, 21, 22 en 27 van dit decreet, geeft het globaal resultaat van de begroting 2004 (in euro):

Begroting sensu stricto : - 37.393.862,84

Variabele kredieten : + 11.693.247,39

Afzonderlijke sectie : -2.978.500

Totaal : - 28.679.115,45

TWEEDE DEEL. — VERRICHTINGEN TER UITVOERING VAN DE BEGROTINGEN
VAN DE DIENSTEN MET AFZONDERLIJK BEHEER VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

HOOFDSTUK I. — *Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de
begrotingen van de diensten met afzonderlijk beheer van het ministerie van de Franse Gemeenschap*

§ 1 Vaststelling van de ontvangsten

Art. 29. De vooruitzichten voor de jaarlijkse ontvangsten bedragen 237.772.134,62 euro (bijlage tabel 2.3 kolom 2)

De ontvangsten voor het begrotingsjaar 2004 bedragen 369.486.171,70 euro.

Het saldo dat beschikbaar is op 1 januari van het jaar bedraagt 179.367.143,64 euro.

De ontvangsten van het jaar en het bedrag dat beschikbaar is op 1 januari zijn het beschikbare saldo voor de uitgaven van het jaar 2004 ten bedrage van 548.853.315,34 euro.

§ 2 Vaststelling van de uitgaven

Art. 30. De vooruitzichten voor de uitgaven bedragen 244.978.579,36 euro (bijlage tabel 2.3 kolom 3)

De uitgaven worden vastgesteld op 343.825.247,56 euro (bijlage tabel 2.3 kolom 5)

§ 3. Begrotingsresultaat

Art. 31. Overeenkomstig de artikelen 29 en 30, wordt het begrotingsresultaat van het jaar vastgelegd op het bedrag van 25.660.924,14 euro .

Het beschikbare saldo op 31 december 2004 bedraagt 205.028.067,78 euro ; het wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen

DERDE DEEL. — INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT VAN CATEGORIE A

Commissariat général aux Relations internationales (C.G.R.I.)

• ONTVANGSTEN

De vooruitzichten 39.971.688,00

De aangerekende ontvangsten 39.212.737,15

Het verschil tussen de vooruitzichten en de aangerekende ontvangsten 758.950,85

• UITGAVEN

De kredieten toegekend door de begrotingsdecreten 42.536.524,00

De aangerekende uitgaven 38.297.923,88

Het bedrag van de te annuleren kredieten 4.238.600,12

• RESULTAAT

Het resultaat van de ontvangsten en de uitgaven van het C.G.R.I., 914.813,27

- ofwel de ontvangsten van het jaar 39.212.737,15

- min de uitgaven 38.297.923,88

Fonds d'égalisation des budgets (Fonds)

• ONTVANGSTEN

De vooruitzichten, à 1.077.265,04

De aangerekende ontvangsten 1.077.265,04

Het verschil tussen de vooruitzichten en de aangerekende ontvangsten 0

De kredieten toegekend door de begrotingsdecreten 1.077.265,04

De aangerekende uitgaven 1.077.265,04

Het bedrag van de annuleren kredieten 0

• RESULTAAT

Het resultaat van de ontvangsten en de uitgaven van het Fonds 0

- ofwel de ontvangsten van het jaar 1.077.265,04

- min de uitgaven 1.077.265,04

Overeenkomstig artikel 6 § 3 van de wet van 16 maart 1954 worden de rekeningen van de instellingen van categorie A vastgesteld onder het gezag van de minister waaronder ze ressorteren en maken het voorwerp uit van een ontwerp van regeling van begroting.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 27 april 2020.

P.-Y. JEHOLET,
Minister-President

Fr. DAERDEN,
Vice-President en Minister van Begroting,
Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en belast met het toezicht op WBE

B. LINARD,
Vice-Présidente en Minister van Kind,
Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten

V. GLATIGNY,
Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie,
Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en Promotie van Brussel

C. DESIR,
Minister van Onderwijs

—
Nota

(1) *Zitting 2019-2020*
Stukken van het Parlement. – Ontwerp van decreet, nr. 55-1. – Commissieverslag, nr. 55-2. – Tekst aangenomen tijdens de plenaire zitting, nr. 55-3.
Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. – Vergadering van 27 april 2020.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2020/30907]

27 AVRIL 2020. — Décret contenant le règlement définitif du budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 2006 (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

PREMIÈRE PARTIE. — SERVICES D'ADMINISTRATION
GÉNÉRALE DU MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE
ANNÉE BUDGÉTAIRE 2006

CHAPITRE I^{er}. — Engagements effectués en exécution du budget

§ 1^{er}. Fixation des crédits dissociés d'engagement

Article 1^{er}. Les crédits d'engagement alloués par décrets budgétaires pour l'année budgétaire 2006, s'élèvent à 44.259.000 euros (annexe tableau 2.2.1 colonne 2)

§ 2 Fixation des engagements à charge des crédits dissociés

Art. 2. Les engagements de dépenses imputés à charge de ces crédits s'élèvent à 37.359.950,99 euros (annexe tableau 2.2.1 colonne 5).

Art. 3. Les crédits d'engagement disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 6.699.049,01 euros (annexe tableau 2.2.1 colonne 7). Conformément aux dispositions des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, ce montant est annulé. (annexe tableau 2.2.1 colonne 9).

§ 3. Fixation des fonds budgétaires (crédits variables) d'engagement

Art. 4. Les crédits variables d'engagement affectés pour les engagements de l'année budgétaire 2006 s'élèvent à 129.942.942,70 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 3).

Le solde de départ au 1^{er} janvier 2006, augmenté des réductions de visas sur années antérieures étant de - 50.540.418,58 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 2), le disponible en engagements à charge des crédits variables s'élève pour l'année 2006 à 79.402.524,12 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 4).

Par dérogation au § 4 de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, les articles 5,15,18, 37,40,42 et 48 du décret du 16 décembre 2005 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 2006 ont autorisé des avances de trésorerie et la situation débitrice de certains crédits variables.

§ 4. Fixation des engagements à charge des fonds budgétaires (crédits variables)

Art. 5. Les engagements de dépenses à charge des crédits variables d'engagement de l'année budgétaire 2006 s'élèvent à 122.587.855,21 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 5)

Art. 6. Par suite des dispositions contenues dans les articles 4 et 5 ci-dessus, le disponible en engagement – crédits variables s'élève à la fin de l'année budgétaire 2006 à - 43.185.331,09 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 6).

Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE II. — Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget

§ 1^{er} Fixation des recettes

Art. 7. Les prévisions de recettes en faveur de la Communauté française s'élèvent pour l'année budgétaire 2006 à la somme de 7.258.265.000 euros (annexe tableau 2.2.2 colonne 2)

Ce montant se décompose de la manière suivante :

(en euros)

- recettes fiscales et générales courantes :	7.253.472.000
- recettes fiscales et générales en capital :	4.793.000